

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

A. LEGOYT

Quelques chiffres sur les assurances

Journal de la société statistique de Paris, tome 12-13 (1871-1872), p. 145-155

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1871-1872__12-13__145_0

© Société de statistique de Paris, 1871-1872, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

III.

Quelques chiffres sur les assurances.

Nous n'avons point à faire ici l'histoire de l'assurance, ni à énumérer ses avantages. Il est peu de matières qui aient donné lieu, en France, à un plus grand nombre de bons travaux, et nous croyons qu'au moins les plus importantes des questions que soulève cette forme de la prévoyance, sont familières à la presque totalité de nos lecteurs. Nous nous bornerons donc à faire connaître, d'après les publications annuelles des compagnies qui font l'assurance en France, les résultats de leurs opérations pour une année relativement récente (1866).

I. ASSURANCES SUR LA VIE.

Rappelons que ces assurances se divisent en deux grandes catégories : les assurances à *prime fixe* et les assurances *mutuelles* ou tontinières. Ces dernières ne sont plus aujourd'hui qu'en très-petit nombre en France, les nombreuses déceptions dont elles ont été l'objet les ayant frappées d'un discrédit presque complet.

L'assurance à prime fixe jouit, au contraire, d'une très-grande faveur, et cette faveur est justifiée par la *solidité*, c'est-à-dire par la forte constitution de plusieurs des compagnies qui l'ont organisée. Depuis surtout qu'elles ont associé les assurés à leurs bénéfices (dans la proportion générale de 50 p. 100), elles ont vu leurs opérations grandir rapidement, cette association donnant aux capitaux qui leur sont versés la valeur d'un placement à environ 3 p. 100, non compris le bénéfice de l'assurance.

On distingue, dans les assurances à prime fixe sur la vie, les assurances en *cas de mort* et les assurances en *cas de vie*. Par les premières, la compagnie garantit, moyennant une somme à payer annuellement ou en un seul versement, le payement, à la mort de l'assuré, à sa veuve, à ses enfants, à ses héritiers, à ses légataires ou à toutes autres personnes par lui désignées, d'un capital ou d'une rente. — Par l'assurance en cas de vie, l'assuré verse un capital ou un certain nombre d'annuités aux mains de l'assureur, pour que, soit immédiatement, soit à un âge déterminé, une rente viagère lui soit servie ou qu'un capital lui soit remis.

Mentionnons parmi les *assurances en cas de mort* : 1^o celles dites pour la *vie entière*. L'assuré verse une prime annuelle pendant sa vie, pour qu'au jour de son décès, la compagnie paye à ses héritiers ou ayants droit une somme déterminée; — 2^o l'assurance *en cas de mort et pour le cas de survie*, qui a pour but de faire payer à une personne désignée par l'assuré un capital ou une rente, dans le cas où elle lui survivrait; — 3^o l'assurance en cas de mort, mais *temporaire*. La compagnie, moyennant une prime annuelle ou un capital une fois versé, doit aux héritiers ou aux créanciers de l'assuré une somme convenue, mais seulement si le décès a lieu avant une époque déterminée; — 4^o l'assurance *mixte*. Si l'assuré vit encore à l'âge fixé par la police, on lui paye la somme assurée; s'il meurt auparavant, on la paye sur-le-champ à ses héritiers. — Dans l'assurance *mixte à terme fixe*, il est stipulé que la compagnie payera à l'assuré ou à ses héritiers le montant de l'assurance, dans un délai déterminé, moyennant une prime annuelle, qui cesse au décès de l'assuré, bien que la compagnie soit tenue de payer aux héritiers, à l'époque fixée, la somme convenue. Lorsqu'un individu âgé de 30 ans, par exemple,

stipule le paiement à son profit, dans vingt ans, d'une somme de 10,000 fr. s'il survit, et au profit de ses héritiers s'il ne survit pas, il souscrit une assurance mixte à terme fixe, et s'engage à payer annuellement une prime réglée par les tarifs; — 5° les *contre-assurances*, c'est-à-dire l'assurance des sommes versées dans les tontines, en d'autres termes, la garantie, pour le cas où le tontinier viendrait à décéder avant le terme de la société tontinière, d'une somme à payer par l'assureur, égale à la totalité des versements faits, au jour du décès, dans la tontine.

Les *assurances en cas de vie* les plus importantes sont : 1° les constitutions des *rentes viagères*, qui consistent dans le versement d'un capital, sous la condition que, tant que l'assuré vivra, on lui payera une rente viagère déterminée (ce sont les assurances à *rente viagère immédiate*), ou qu'on lui servira une rente plus élevée, à une époque fixée, s'il vit encore à cette époque; c'est l'assurance à *rente viagère différé*; — 2° l'*assurance d'un capital différé*, contrat par lequel l'assureur, moyennant une somme versée au moment du contrat, ou moyennant une prime à verser annuellement pendant un temps convenu, s'engage à payer à l'assuré un capital à une époque déterminée de sa vie, et s'il vit encore à cette époque.

Les autres formes de l'assurance à prime fixe rentrent toutes dans les précédentes.

Voici le bilan des opérations, en 1866, des compagnies françaises qui font l'assurance à prime fixe, classées par ordre d'importance et d'ancienneté.

Compagnie d'assurances générales (autorisée par l'ordonnance du 22 décembre 1819 et les décrets des 3 août 1848 et 11 mars 1863). — Les souscriptions réalisées par cette Compagnie, en 1866, sont les suivantes :

I. *Assurances en cas de décès.*

Capitaux assurés :	Fr.
En assurances mixtes	5,899,942
En assurances vie entière	38,531,111
En assurances temporaires	931,787
En assurances de survie	4,500
	<hr/>
	45,367,340
Assurances de survie	34,579

Les primes encaissées pour ces diverses opérations se sont élevées à la somme de 1,525,818 fr.

II. *Assurances en cas de vie.*

Capitaux différés	Fr.
Rentes viagères différées	785,073
Rentes immédiates	35,879
	564,655

Les primes et capitaux encaissés pour ces diverses opérations s'élèvent à la somme de 5,871,401 fr.

Les décès survenus en 1865 ont été : pour les assurances en cas de décès, de 97, ayant donné lieu au paiement d'une somme de 1,682,587 fr.; — pour les assurances en cas de vie, de 208 ayant éteint 210,078 fr. de rentes.

La *Générale* a un capital social et une réserve réunis de 5,280,200 fr.

Compagnie l'Union (ord. du 5 octobre 1828 et décret du 21 juin 1859). Les contrats souscrits, en 1866, par cette Compagnie se totalisent comme suit :

Capitaux exigibles aux décès des assurés	Fr.
Capitaux exigibles du vivant des assurés (assurances mixtes comprises) . . .	14,055,647
Rentes viagères immédiates, différées ou de survie	1,918,580
	265,832

Les primes ou capitaux reçus pour prix de ces contrats, s'élèvent à 2,513,573.

Les rentes éteintes pendant l'année, par les décès de 59 têtes, montent à 37,495 francs; — neuf autres décès ont ramené à une seule tête 6,702 fr. de rentes constituées sur deux têtes.

L'ensemble des opérations de cette Compagnie, depuis sa fondation jusqu'au 31 décembre 1866, se résume ainsi :

Capitaux assurés en cas de décès (assurances temporaires et contre-assurances comprises)	Fr. 43,542,779
Capitaux payables du vivant des assurés (y compris les assurances mixtes) . .	8,729,914
Rentes viagères de diverses natures (dont 966,694 fr. de rentes immédiates).	1,196,277

Compagnie *la Nationale* (ord. des 23 mai 1830, 20 août 1838 et 1^{er} août 1841).

— Ses opérations, en 1866, présentent les résultats ci-après :

Total des capitaux assurés.	Fr. 38,432,512
Total des rentes assurées	438,997
Total des primes ou capitaux reçus . .	5,415,965

Dans le cours de 1866, le décès de 227 rentiers viagers a éteint 255,043 fr. de rentes viagères, et réduit au service sur une seule tête 64,674 fr. de rentes constituées sur deux têtes. — La Compagnie a eu à payer un capital de 925,520 fr., assurés en cas de décès.

Le capital social de la *Nationale* est de 10 millions, sa réserve sociale de 2,748,000 fr.

Le *Phénix* (ord. des 9 juin 1844 et 25 janvier 1846). — Ses opérations, en 1866, se décomposent comme suit :

Assurances (vie entière)	Fr. 9,754,737
Assurances temporaires.	188,000
Contre-assurances.	1,369,200
Assurances mixtes	1,689,997
Assurances différées	50,000
	<hr/> 13,051,934

49 décès, en 1866, ont coûté à la Compagnie 508,603 fr. — 10 décès de rentiers ont éteint 5,465 fr. de rentes viagères.

Depuis son origine, la Compagnie a payé, pour 328 décès, un capital de 2,315,714 fr. — 165 décès de rentiers ont éteint 174,470 fr. de rentes viagères.

Les opérations en cours au 31 décembre 1866 se décomposaient comme suit :

Assurances (vie entière)	Fr. 26,477,687
Assurances de survie (capitaux)	130,300
Rentes	27,800
Assurances temporaires.	630,955
Contre-assurances.	14,834,594
Assurances mixtes (capitaux).	2,900,097
Rentes.	300
Assurances différées (capitaux). . . .	393,194
Rentes.	11,579
Rentes viagères	305,209
Total des capitaux assurés. . . .	<hr/> 45,711,715
Total des rentes assurées	344,888

La *Caisse paternelle* (ord. du 9 septembre 1841, décrets des 19 mars 1850 12 mars 1856 et 6 mars 1858).

En 1866, le total des capitaux garantis par cette Compagnie, sur des assurances vie entière, temporaires, mixtes, capitaux différés et contre-assurances, s'élève à la

somme de 10,008,542 fr. — Celui des rentes viagères, immédiates ou différées, à 70,550 fr.

La Compagnie a encaissé, en capitaux et primes, la somme de 1,454,408 fr.

La même année, elle a payé, pour 159 sinistres, 287,985 fr. de capitaux; 25 décès de rentiers ont éteint 23,979 fr. de rentes viagères.

Les assurances (prime fixe) en cours, au 31 décembre 1866, montaient à :

En capitaux assurés	Fr. 65,069,083
En rentes viagères	569,708

La Compagnie avait reçu, en capitaux et primes, une somme de 7,665,254 fr.

Son capital social est de 6 millions; sa réserve sociale de 121,000 fr.

L'Impériale (décret du 29 mars 1854).

Opérations en 1866 :	
Assurances en cas de mort	Fr. 6,149,695
Assurances mixtes	3,192,100
Assurances en cas de vie	457,046
Rentes viagères immédiates ou différées.	159,318

La Compagnie a remboursé, pour 69 décès, 370,479 fr. — La mort de 113 rentiers a éteint pour 74,201 fr. de rentes viagères.

Les assurés de cette Compagnie ne reçoivent aucune part des bénéfices.

Son capital social est de 5,900,000 fr.; sa réserve statutaire de 70,513 fr.

La Caisse générale des Familles (décret du 1^{er} octobre 1858).

Opérations en 1866 :	
Assurances (vie entière)	Fr. 4,994,961
Assurances temporaires	350,200
Assurances mixtes	5,095,828
Contre-assurances.	460,626
Totaux des capitaux assurés	10,901,615
Rentes immédiates	119,628
Rentes de survie	7,550
Capitaux différés	982,389
PlACEMENT EN CAS DE VIE (CAPITAUX SOUSCRITS)	48,669
Caisse spéciale (capitaux assurés)	216,504
Caisse spéciale (rentes assurées).	20,672
Prêts viagers (capitaux).	16,000
Placements de fonds à intérêts composés (capitaux souscrits) . .	225,227

En 1866, 57 sinistres (décès) ont obligé la Compagnie à rembourser un capital assuré de 407,381 fr. (déduction faite des sommes réassurées). — Le décès de 55 rentiers a éteint, au profit de la Compagnie, une somme de rentes de 42,614 fr., pour laquelle elle avait reçu un capital de 301,351 fr.

La Caisse générale a un capital social de 3 millions:

Le Monde (décret du 27 avril 1864). — L'unique compte rendu publié par cette Compagnie embrasse les opérations des exercices 1864, 1865 et 1866. Elles s'élevaient, déduction faite des annulations, restitutions, extinctions et réassurances :

En capitaux assurés à	Fr. 14,536,490
En rentes viagères diverses à	117,254

La Compagnie a reçu, en primes uniques ou annuelles, 1,109,751 fr.

Elle a eu 12 sinistres, en 1866, pour lesquels elle a payé une somme de 54,942 fr. — Le décès de 8 rentiers a amené l'extinction de 3,707 fr. de rentes viagères immédiates.

Le Monde a un capital social de 5 millions de francs.

L'Urbaine (décret du 1^{er} avril 1865).

Les opérations de cette Compagnie en cours au 31 décembre 1866, y compris les assurances apportées par la Société des nu-propriétaires (fusionnée avec l'*Urbaine*), et déduction faite des annulations, extinctions et réassurances, se résument comme suit :

Assurances vie entière et mixtes (capitaux assurés).	10,069,515
Assurances de survie (capitaux assurés)	66,500
Rentes de survie	9,500
Assurances temporaires (capitaux)	488,375
Assurances temporaires (rentes)	3,000
Assurances différées (capitaux)	598,084
Assurances différées (rentes)	10,914
Rentes viagères immédiates (capital aliéné)	230,746
Rentes à capital réservé	42,000
Rentes opérées	3,952

D'après ces détails, le total des capitaux assurés s'élevait à 11,264,475 fr., et celui des rentes assurées à 258,112 fr.

Du 1^{er} avril 1865 au 31 décembre 1866, la Compagnie a eu à payer un capital de 124,277 fr. par suite du décès de 10 assurés. — Dans le même intervalle, le décès de 10 rentiers viagers a éteint 10,019 fr. de rentes et réduit au service sur une seule tête une rente de 234 fr., constituée sur deux têtes.

L'*Urbaine* a un capital social de 12 millions et une réserve statutaire de 25,000 fr.

Des différences considérables dans la forme des comptes rendus des Compagnies, différences rendues sensibles par les analyses qui précèdent, ne permettent pas de récapituler synoptiquement les documents ci-dessus.

Nous n'entendons pas entrer ici dans l'examen détaillé des combinaisons sur lesquelles reposent les opérations des compagnies d'assurance sur la vie; nous nous bornerons à quelques très-courtes observations.

Il importe avant tout que le lecteur sache bien que ces opérations ne sont pas surveillées par le Gouvernement. A ce point de vue, l'autorisation qu'il leur accorde a une conséquence très-fâcheuse, c'est de faire croire qu'il a pris les mesures nécessaires pour assurer leur solvabilité en tout temps et que les tarifs des primes, parce qu'ils ont reçu son approbation, ont été calculés de manière à sauvegarder le plus possible l'intérêt des assurés. En réalité, il n'en est rien. En ce qui concerne les primes notamment, elles ont été déterminées de manière à garantir les compagnies de toute perte, et leurs bénéfices sont tels qu'elles peuvent, sans les réduire notablement, d'une part, y associer les assurés, de l'autre, accorder à leurs agents des primes de 20 à 25 p. 100 du montant de l'assurance. C'est ainsi que le Gouvernement leur permet d'employer, pour le calcul de leurs tarifs, deux tables de mortalité différentes, selon qu'il s'agit d'assurances en cas de vie ou en cas de mort. Pour les premières (rentes viagères immédiates ou différées), elles ont des tarifs basés sur la table de Deparcieux (mortalité lente). Elles supposent ainsi qu'un grand nombre relatif d'assurés doit arriver à l'âge de la jouissance et elles élèvent leurs primes en conséquence. Pour les assurances en cas de mort, au contraire, elles emploient la table de Duvillard (mortalité rapide). D'après cette table, les décès devant être nombreux peu après l'assurance, les compagnies, pour conjurer des chances de perte qui résulteraient d'une mortalité réellement rapide, exigent des primes très-élevées.

Ainsi, à deux intérêts différents correspondent deux tables différentes, toutes

deux arbitrairement choisies. De là une élévation indue des tarifs au grand préjudice des assurés et, en définitive, des compagnies elles-mêmes, dont les affaires sont ainsi très-sensiblement limitées.

Une des causes du faible progrès de l'assurance sur la vie en France, comme partout ailleurs, c'est la mesure de la forclusion. On entend ainsi le droit que les compagnies s'attribuent de s'approprier les versements des assurés quand ces versements sont discontinués, après la deuxième ou même la troisième année. Cette disposition dont l'application est une des principales sources de leurs bénéfices, puisqu'on a calculé que, par suite de son application, la durée moyenne des contrats est de sept années au plus en France, est véritablement inique. Elle a le caractère d'une confiscation, et d'une confiscation d'autant plus odieuse, que l'interruption dans le service de la prime est toujours le résultat d'un revers de fortune de l'assuré. Dans notre conviction, les compagnies jouiraient d'un avantage suffisant si elles remboursaient les capitaux versés, déduction faite des intérêts dont elles auraient joui, et, au besoin, d'un faible droit pour frais d'administration. Et bien mieux encore, si elles maintenaient l'assurance, sauf à servir à l'assuré ou à ses ayants droit un capital ou une rente déterminés d'après le montant de la somme versée. C'est ce que fait l'État pour les déposants à la *Caisse des retraites pour la vieillesse*.

Ajoutons, pour compléter cette monographie, qu'à l'exemple des compagnies anglaises, les nôtres commencent à associer les assurés à leurs bénéfices. Elles ne sont, il est vrai, que tardivement et timidement entrées dans cette voie, et, d'un autre côté, elles n'ont pas donné jusqu'à ce moment aux intéressés les moyens de vérifier leur bilan et d'en déduire le véritable chiffre de ces bénéfices. La mesure ne sera complète que lorsque cette faculté aura été loyalement donnée aux assurés, comme en Angleterre.

En France, l'État fait aussi l'assurance sur la vie (*Caisse des retraites pour la vieillesse, assurances contre les accidents dans le travail industriel et agricole, assurances en cas de mort jusqu'à concurrence d'un capital de 3,000 fr.*).

A la différence des compagnies, il est fort à craindre que ses opérations ne se liquident en perte. On en a déjà la preuve en ce qui concerne la Caisse des retraites, l'expérience ayant prouvé, d'une part, que le nombre des déposants qui arrivent à l'âge de l'entrée en jouissance de la pension est plus considérable que la table Deparcieux (qui a servi de base au calcul des primes) permettait de le prévoir; de l'autre, que la durée moyenne de la jouissance est supérieure aux indications de cette table.

II. ASSURANCE CONTRE L'INCENDIE.

a) *Compagnies à prime fixe*. — Il est vivement à regretter que les compagnies qui font ces assurances ne publient pas, toutes et sous la même forme, les détails propres à faire connaître la totalité de leurs opérations. Il en résulte que ces opérations ne peuvent être résumées à tous les points de vue. Quelques-unes ne donnent aucune publicité à leur compte rendu, que reçoivent seuls probablement les actionnaires. De là la nécessité d'aller puiser à d'autres sources des renseignements sur leur situation. Nous allons toutefois récapituler synoptiquement, pour un certain nombre de faits, la statistique de 16 compagnies sur les 17 qui font, pour la France entière, l'assurance à prime fixe contre l'incendie :

Détails divers sur les compagnies (les sommes en millions et milliers de francs).

Noms des compagnies et dates de leur autorisation.	Capital souscrit.	Réserve statutaire en accroissement de capital.	Réserve . de prévoyance pour les risques en cours.
Générale, 14 février 1817	2,000	6,895	2,700
Phénix, 6 septembre 1819	4,000	2,000	1,548
Nationale, 11 février 1820	10,000	3,000	2,240
Union, 5 octobre 1828	10,000	2,450	1,350
Soleil, 16 décembre 1829.	6,000	3,413	
France, 27 février 1837.	10,000	1,534	1,333
Urbaine, 4 mars 1838.	5,000	1,644	1,162
Providence, 18 septembre 1838	5,000	1,690	790
Aigle, 18 mai 1843.	2,000	669	534
Paternelle, 2 octobre 1843.	6,000	273	40
Confiance, 16 avril 1844	6,000	»	»
Abeille, 27 mai 1857	12,000	?	?
Caisse générale des assurances agricoles, 30 décemb. 1858.	12,000	?	?
Centrale, 12 août 1863	5,000	?	?
Monde, 27 avril 1864.	5,000	?	?
Réassurance, 20 septembre 1862	5,000	202	358

Les renseignements nous ont manqué en ce qui concerne le chiffre de la réserve statutaire pour 4 compagnies. Quant au capital social, il s'élève, pour les 16 compagnies, à 105 millions.

Voici, pour chaque compagnie (sommes en milliards et en millions de francs), le montant des assurances en cours en 1866 (non compris les réassurances cédées) :

Compagnies.	Valeurs assurées.	Compagnies.	Valeurs assurées.
Générale.	9,709	Aigle	2,414
Phénix.	7,105	Paternelle.	3,329
Nationale	7,345	Confiance	2,828
Union.	5,073	Abeille	1,557
Soleil	3,955	Caisse générale.	1,805
France.	4,575	Centrale.	609
Urbaine.	4,500	Monde.	544
Providence	3,207	Réassurance.	874

La somme totale des valeurs assurées en 1866 par les 16 compagnies s'élève à 59,273,139,997 fr.

Le tableau ci-après résume, pour les mêmes compagnies (chiffres en millions et milliers de francs) : 1° les primes perçues (déduction faite de celles qui ont été payées aux réassureurs) ; 2° les pertes causées par les sinistres (déduction faite de celles qui ont été supportées par les réassureurs) :

Compagnies.	Primes perçues.	Pertes.	Compagnies.	Primes perçues.	Pertes.
Générale	8,008	3,615	Aigle	2,131	986
Phénix	6,473	3,648	Paternelle	2,993	1,250
Nationale.	5,820	2,263	Confiance.	2,455	1,316
Union.	4,442	2,006	Abeille	2,058	880
Soleil.	4,312	2,074	Caisse générale.	2,006	1,072
France	3,820	1,897	Centrale	804	448
Urbaine.	3,892	1,818	Monde	525	299
Providence.	2,541	1,403	Réassurance.	1,776	1,325

En somme, les 16 compagnies ont touché 54,039,229 fr. de primes et supporté une perte de 25,996,668 fr.

Nous regrettons de n'avoir pu nous procurer le bilan des opérations des compagnies *le Nord et le Midi*.

b) *Opérations des sociétés d'assurance mutuelle.* — De ces compagnies, les unes n'assurent que les risques mobiliers, les autres les risques immobiliers seulement; quelques-unes les deux natures de risques.

Nous donnons ci-après le résultat des opérations des compagnies des trois catégories, mais en ce qui concerne seulement les valeurs en cours et les sinistres en 1866 (avec quelques lacunes qu'il ne nous a pas été possible de combler, les compagnies mutuelles ne communiquant que très-difficilement leurs comptes rendus, et ces documents étant souvent fort incomplets).

Sociétés immobilières.

Sociétés.	Valeurs assurées.		Sinistres.	
	—	Fr.	—	Fr.
Bourges		59,063,650		5,251
Châlons-sur-Marne		127,535,952		50,740
Chartres		112,426,185		82,699
Lyon		185,560,722		11,129
Le Mans		873,974,275		113,497
Melun		298,061,800		62,542
Metz		57,555,300		562
Moulins		130,625,803		46,772
Mulhouse		112,152,682		149,966
Nantes (la Nantaise)		110,352,515		4,515
Paris (Immobilière)	3,200,672,000		322,299	
Paris (la Banlieue)		26,988,430		5,156
Poitiers		385,384,870		44,124
Tours		234,663,910		19,814
Versailles		59,970,600		2,459

En somme, ces 15 compagnies assuraient, en 1866, pour 5,971,993,694 fr. de valeurs immobilières et ne payaient que 916,525 fr. de sinistres.

Sociétés mobilières.

Sociétés.	Valeurs assurées.		Sinistres.	
	—	Fr.	—	Fr.
Le Mans		520,114,237		169,325
Melun		109,590,600		86,024
Nantes (la Nantaise)		16,743,909		530
Paris (la Banlieue)		41,331,234		2,353
Poitiers		291,396,773		49,009

Ces 5 sociétés ont assuré une valeur totale de 979,176,753 fr. et payé 307,241 fr. de sinistres.

Sociétés immobilières-mobilières.

Sociétés.	Valeurs assurées.		Sinistres.	
	—	Fr.	—	Fr.
Blois		267,114,062		71,408
Bordeaux		175,153,713		24,239
Caen		789,185,925		237,336
Caen		308,677,663		145,434
Châteauroux		128,551,900		31,092
Limoges		162,920,435		99,562
Mulhouse		195,602,961		205,027
Orléans		255,483,235		107,524
Paris (Mutuelle mobilière de Seine et Seine-et-Oise)	1,832,050,848		202,097	
Paris (le Centre mutuel)		810,834,590		316,871
Paris (la Fraternelle)		813,516,886		123,659
Rouen (la Normandie)		659,990,180		193,886
Rouen (la Rouennaise)		634,286,210		325,134
Strasbourg		69,439,747		65,248

Ces 14 sociétés ont assuré une valeur de 7,102,808,355 fr. et ont payé, en sinistres, une somme de 2,138,610 fr.

Pour les trois catégories de sociétés mutuelles, le total des risques garantis s'élève à 14,053,978,805 fr., et celui des sinistres à 3,362,376 fr.

En tenant compte des risques assurés et des sinistres encourus en 1865 (nous manquons de documents pour 1866) par l'*Ancienne et la Nouvelle Mutuelle de Rouen* (1,870,485,060 fr. pour les risques, et 553,962 fr. pour les sinistres), nous arrivons à une somme totale, pour les risques garantis, de 15,924,463,865 fr. et, pour les sinistres, de 3,916,338 fr.

Mais il y a encore lieu d'ajouter aux valeurs assurées, les sommes ci-après afférentes à l'année 1865 :

	Fr.
Société immobilière de Marseille	108,480,600
Société immobilière-mobilière de Clermont-Ferrand	43,873,519
Clémentine de Rouen (1866)	298,693,297
Mutuelle immobilière-mobilière de Valence	314,845,978

On obtient alors un total de valeurs assurées par l'ensemble des sociétés mutuelles, de 16,690,357,259 fr. Les sinistres nous manquant pour les quatre sociétés ci-dessus, nous ne pouvons donner le même total pour les sinistres.

Que représente le chiffre de 76 ou, pour ne rien omettre, de 77 milliards de valeurs assurées (assurances à primes fixes et mutuelles comprises) par rapport au total des valeurs assurables ?

C'est ce que nous ignorons complètement et ce que à coup sûr nul ne sait, aucun relevé officiel n'ayant été fait à ce sujet, disons mieux, une statistique exacte de ces valeurs si multiples, si complexes (en ce qui concerne, bien entendu, les objets mobiliers) étant à peu près impossible.

III. ASSURANCES AGRICOLES.

Elles comprennent le plus généralement la mortalité du bétail, la grêle et très-rarement les inondations et la gelée.

Les opérations des assurances contre la grêle ont eu peu de succès. Sur 26 sociétés autorisées à diverses époques, 10 étaient dissoutes en 1861.

Le tableau ci-après résume les opérations de celles qui existaient encore cette même année.

Siège et noms des compagnies d'assurance.	Valeurs assurées.		Pertes ou sinistres.	
	Fr.		Fr.	
a) <i>Compagnies mutuelles.</i>				
Arras. La Ruche du Pas-de-Calais	6,435,310		45,675	
Dreux. La Beauceronne-Vexinoise	6,214,200		37,786	
Évreux. La Société de l'Eure	5,106,700		12,334	
Melun. La Société de Seine-et-Marne	55,621,055		973,965	
Paris. Caisse générale des assurances agricoles.	24,158,781		439,476	
— La Cérès	16,851,000		171,172	
— La Culture	5,133,600		42,803	
— L'Étoile	37,180,700		788,884	
— La Garantie agricole	53,649,700		523,335	
— La Province et l'Iris	27,235,926		738,368	
— La Versaillaise	24,551,800		276,438	
Saint-Quentin. La Société de l'Aisne	19,881,312		168,052	
Toulouse. La Société de Toulouse	12,870,672		548,194	
Versailles. La Société de Seine-et-Oise (1860).	3,886,549		94	
Totaux	298,777,305		4,766,576	

b) *Compagnies à prime fixe.*

Paris. La Compagnie d'assurances générales . .	165,708,176	5,080,250
Dijon. L'Abeille bourguignonne (1860)	81,021,579	779,378
Totaux	<u>246,729,755</u>	<u>5,859,628</u>

Le total des valeurs assurées a été de 545,507,060 fr., les sinistres de 10,662,204 fr., soit de 19 fr. 48 c. pour 1,000 fr. de valeurs assurées.

IV. ASSURANCES MARITIMES.

En 1863, 58 compagnies opéraient en France avec un capital social de 90 millions de francs. Elles se trouvaient dans les villes ci-après : Bordeaux 8; Brest 1; Dijon 1; Grasse 1; le Havre 15; Marseille 3; Nantes 1; Orléans 1; Paris 37. Les capitaux assurés par 54 d'entre elles, dans l'exercice 1863, s'élevaient à 1,674,059,060 fr.; les primes versées à 27 millions; les sinistres (sauvetages déduits) à 19,129,459 fr.; enfin les risques en cours à la fin de l'exercice à 614,706,016 fr.

La situation du plus grand nombre de ces compagnies paraît être bonne, et en général on peut affirmer, qu'après l'assurance sur la vie, c'est l'assurance maritime qui offre le plus de chances de bénéfices, par le double fait du chiffre élevé de la prime et du petit nombre relatif des sinistres; on peut même assurer que, distraction faite de certaines années exceptionnelles, le rapport des naufrages aux effectifs tend régulièrement à diminuer, les navires étant de jour en jour mieux construits, mieux commandés, mieux aménagés, les cartes marines plus exactes, les côtes mieux éclairées, les moyens de sauvetage plus développés et la durée des trajets sensiblement réduite, d'abord par la substitution de la vapeur à la voile, puis par une connaissance plus exacte des voies les plus courtes ou les moins dangereuses.

V. ASSURANCES DIVERSES.

L'assurance, en dehors des grands intérêts dont nous venons de parler, est très-restreinte en France.

Elle s'est appliquée de très-bonne heure aux chances du recrutement. Avant la loi de 1855 (rapportée par celle de 1868), qui avait institué l'exonération et substitué le remplacement par l'État au remplacement par les compagnies, un assez grand nombre de sociétés s'occupaient avec succès de l'assurance contre les risques du tirage au sort. Les plus connues étaient : la *Banque des familles*, la *Banque d'exonération*, la *Bonne Foi*, le *Comptoir d'assurances*, la *France militaire*, la *Mutuelle*, la *Société de Neubourg* (la seule qui n'eût pas son siège à Paris), le *Trésor des familles*. Depuis la loi de 1855, plusieurs se sont converties en sociétés d'exonération, fournissant, moyennant une certaine prime, déterminée par les chances du recrutement dans le canton auquel appartient l'assuré, la somme nécessaire à l'exonération.

Une compagnie d'assurances sur la vie, la *Paternelle*, a opéré pendant quelques années contre les accidents sur les chemins de fer. Nous croyons qu'elle a renoncé à cette branche d'affaires. Nous ne connaissons pas la situation d'une autre société qui opère, à Paris, contre les accidents dans les rues, accidents de voitures et autres.

Mentionnons, entre autres applications de l'assurance qui ont échoué, celles qui ont eu pour objet la *vie des chevaux* (société anonyme autorisée en 1821 et dissoute quelques années après sa création) et la *maladie des vers à soie* (société autorisée à Valence en 1853 et dissoute).

A. LEGOYT.
